

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique****Soixante-dix-septième session**

Bangkok et en ligne, 26-29 avril 2021

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire**

Examen de l'application du Programme de développement**durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique et****questions relatives à l'appareil subsidiaire de la****Commission : Comité de statistique****Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique sur les travaux de sa seizième session***Résumé*

La seizième session du Conseil d'administration de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue en ligne, les 30 novembre et 1^{er} décembre 2020. Au cours de la session, les membres du Conseil ont exprimé leurs points de vue sur le projet de stratégie de mobilisation des ressources de l'Institut et formulé des recommandations quant aux prochaines étapes de son élaboration. Le Conseil a également examiné les points récurrents de son ordre du jour, notamment le rapport du Directeur de l'Institut sur les tâches accomplies en 2020, ainsi que le programme de travail et le plan financier proposés pour 2021.

S'agissant du projet de stratégie de mobilisation des ressources de l'Institut, le Conseil s'est félicité de l'accent mis sur les partenariats et a souligné l'importance d'en conclure avec le secteur privé, notamment en ce qui concerne les nouvelles technologies, les nouvelles compétences techniques et l'accès à de nouvelles sources de données. Il a recommandé que le projet de stratégie soit élaboré plus en détail en vue de son examen à sa dix-septième session.

Le Conseil a examiné et approuvé le programme de travail et le plan financier pour 2021, sauf en ce qui concerne le recrutement de consultant(e)s pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources, étant donné que celle-ci devait être examinée plus avant à sa dix-septième session, prévue en 2021.

I. Questions appelant une décision de la Commission ou portées à son attention

1. Le Conseil d'administration de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique prend note des mesures prises par l'Institut pour mettre en œuvre les recommandations, notamment celles formulées lors de la quinzième session.
2. Le Conseil, après avoir examiné les progrès réalisés par l'Institut ainsi que sa situation administrative et financière, reconnaît les résultats importants découlant de la généralisation de l'apprentissage en ligne et des webinaires,

* Nouveau tirage pour raisons techniques (12 avril 2021).

** ESCAP/77/L.1.

méthodes alternatives de formation adoptées pendant la période marquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui a rendu tout déplacement à l'étranger impossible, cela dès le mois d'avril 2020.

3. Après avoir examiné le projet de stratégie de mobilisation des ressources de l'Institut, le Conseil :

a) se félicite de l'accent mis sur les partenariats et soutient les partenariats avec le secteur privé, notamment en ce qui concerne les nouvelles technologies, les nouvelles compétences techniques et l'accès à de nouvelles sources de données ;

b) recommande que l'Institut renforce les partenariats avec les organismes chargés de veiller au suivi du cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs et aux cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour le développement durable afin de renforcer les capacités, de combler les lacunes en matière de données et d'accroître la base de ressources ;

c) recommande que l'Institut s'efforce de diversifier sa base de ressources, étant donné la difficulté pour les États membres d'augmenter leurs contributions volontaires en espèces en raison de la pandémie de COVID-19 et de leurs ressources limitées ;

d) note l'importance et l'efficacité de l'apprentissage en ligne en tant que mode de formation et recommande que cette méthode d'apprentissage soit également prise en compte dans le projet de stratégie de mobilisation des ressources ;

e) recommande d'envisager l'octroi de prêts non remboursables afin d'étoffer les ressources humaines de l'Institut ;

f) note qu'il faudra chercher plus avant à déterminer comment le cadre budgétaire des Nations Unies, en particulier à la lumière des réformes du système des Nations Unies pour le développement, notamment en ce qui concerne les dépenses d'appui aux programmes et les taux de recouvrement des coûts, fonctionnera dans le contexte du projet de stratégie de mobilisation des ressources ;

g) recommande qu'un projet de stratégie détaillé soit élaboré pour être examiné par le Conseil à sa dix-septième session.

4. Le Conseil invite les membres et les membres associés à verser régulièrement des contributions volontaires en espèces ainsi que des contributions en nature pour les activités de l'Institut, et note que plusieurs États membres sont prêts à apporter des contributions en nature, telles que la mise à disposition de locaux et de ressources humaines pour les programmes de formation de l'Institut.

5. Le Conseil, ayant examiné le programme de travail et le plan financier de l'Institut pour l'année 2021, approuve le programme et le plan, à l'exception du recrutement de trois consultant(e)s pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources, qui sera développée plus avant afin d'être examinée par le Conseil lors de sa dix-septième session, en 2021.

6. Tout en notant que les formations en présentiel devraient reprendre dès que les restrictions des déplacements dues à la pandémie de COVID-19 seront levées, le Conseil demande que l'apprentissage en ligne soit conservé, que davantage de ressources y soient consacrées et que davantage de supports et de ressources de formation de l'Institut soit mis à la disposition des utilisateurs. Il prie également l'Institut de mettre en place des services de formation sur l'apprentissage automatique, l'intégration des données, le couplage des données et d'autres sujets en rapport avec les mégadonnées.

7. Le Conseil décide que sa dix-septième session se tiendra à Bangkok les 13 et 14 décembre 2021.

II. Compte rendu des travaux

A. Questions découlant de la quinzième session du Conseil d'administration

(Point 2 de l'ordre du jour)

8. Le Conseil était saisi d'une note du secrétariat sur les questions découlant de sa quinzième session. Il a pris note avec satisfaction des mesures prises et de leur état d'avancement, selon les informations communiquées par l'Institut.

B. Rapport du Directeur de l'Institut

(Point 3 de l'ordre du jour)

9. Le Conseil était saisi du rapport du Directeur de l'Institut. Le Directeur a rendu compte des principaux résultats et réalisations en 2020 et présenté une synthèse de la situation financière et administrative de l'Institut.

1. Principaux résultats et stratégies d'exécution

10. Le Directeur a déclaré que l'Institut avait été mis à rude épreuve par la pandémie de COVID-19, qui avait entraîné l'annulation, le report et la modification des programmes de formation, et que les programmes de formation réorientés avaient finalement été mis en œuvre au moyen de l'apprentissage en ligne et de webinaires.

11. Au 30 septembre 2020, l'Institut avait organisé 11 stages de formation, dont un programme de formation en présentiel et dix stages de formation en ligne (cours en ligne et webinaires), auxquels avaient participé 2 428 responsables publics. Le nombre de participant(e)s en 2020 avait presque doublé par rapport à la même période en 2019.

12. L'amélioration de la plateforme d'apprentissage en ligne de l'Institut est une question qui méritait une attention particulière depuis un certain temps. L'Institut a mis en place avec succès un nouveau système de gestion de la formation pour tous ses programmes de formation en ligne. Ce système, qui est devenu opérationnel en juin 2020, donne accès à des programmes de formation comprenant des cours d'autoformation et d'apprentissage autonome, des webinaires ou des ressources pédagogiques à étudier avant une formation en présentiel.

13. Depuis sa création en 1970, l'Institut a évolué pour répondre aux besoins des pays de la région. En marge de la septième session du Comité de statistique, un webinaire consacré au cinquantième anniversaire de l'Institut s'est tenu le 24 août 2020 sur le thème « Cinquante ans de renforcement des capacités statistiques par l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique : perspectives de l'ancien statisticien principal ».

14. Lors de la séance d'ouverture de la session du Comité, le 26 août, la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a félicité l'Institut pour son cinquantième anniversaire et présenté un rapport célébrant le cinquantenaire de l'Institut, qui en retrace l'histoire et la contribution et examine ses perspectives.

2. Gestion et administration

a) Ressources humaines

15. Le Directeur a déclaré que la structure de base du personnel de l'Institut comprenait dix postes à temps plein, dont six administrateurs(trices) : un(e) directeur(trice) (D-1), un(e) directeur(trice) adjoint(e) (P-5), et quatre statisticien(ne)s/chargé(e)s de cours (P-3). Les quatre autres fonctionnaires appartenaient à la catégorie des services généraux : un(e) assistant(e) à la formation (G-6), un(e) assistant(e) administratif(tive) (G-6), un(e) assistant(e) à la gestion des programmes (G-5) et un(e) assistant(e) de secrétariat (G-5). Tous les postes au sein de l'Institut avaient été pourvus. En outre, l'Institut a fait appel aux services de stagiaires et de consultant(e)s pour l'exécution des programmes de formation.

b) Ressources financières

16. Le Directeur a indiqué qu'à la date du 30 septembre 2020, le solde des fonds de l'Institut s'élevait à 4 498 090 dollars, calculé comme suit : un montant total des recettes de 301 359 dollars, moins les dépenses s'élevant à 1 444 267 dollars, plus le solde des fonds de 5 640 998 dollars au 1^{er} janvier 2020.

C. Stratégie de mobilisation des ressources de l'Institut

(Point 4 de l'ordre du jour)

17. En 2019, dans une évaluation indépendante commandée par la CESAP pour examiner les résultats de l'Institut pendant la période correspondant au plan stratégique 2015-2019, il a été recommandé d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources, qui devrait non seulement viser à demander aux États membres d'accroître leurs contributions à l'Institut, mais aussi aller au-delà de cette demande. La Commission a approuvé le rapport d'évaluation lors de sa soixante-seizième session, en mai 2020, et est convenue d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources pour l'Institut en phase avec le contenu programmatique du plan stratégique et conforme aux règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies.

18. Il avait été décidé que l'élaboration d'une stratégie efficace de mobilisation des ressources serait l'activité principale à mener dans le cadre du plan stratégique de l'Institut pour la période 2020-2024.

19. À sa quinzième session, le Conseil avait également pris note que la CESAP comptait examiner avec les États membres une stratégie de mobilisation des ressources humaines et financières qui serait soumise au Conseil pour examen en 2020.

20. Un projet de stratégie de mobilisation des ressources avait été élaboré avec l'aide d'un(e) consultant(e) qui avait une grande expérience des stratégies de mobilisation des ressources nécessaires provenant de diverses sources, notamment les organismes, fonds et programmes internationaux, ainsi que les partenaires de développement, y compris les fiducies et fonds privés.

21. L'objectif du projet de stratégie était d'améliorer la qualité et d'augmenter la quantité des ressources financières et en nature de l'Institut, et de diversifier sa base de ressources en renforçant les relations entre l'Institut et ses donateurs actuels et en formant de nouveaux partenariats plus efficaces, stratégiques et durables, y compris avec le secteur privé et les fondations privées.

22. Le représentant du Bangladesh s'est félicité du projet de stratégie, déclarant qu'il était bien rédigé et qu'il englobait de nombreuses questions pertinentes telles que la pandémie de COVID-19, les mégadonnées et la coopération avec le secteur privé. En renforçant la coopération entre les divers organismes, l'Institut pourrait contribuer à remédier au manque de données concernant le suivi des objectifs de développement durable parmi les États membres. Face à la pandémie de COVID-19, l'Institut devait envisager de diversifier davantage ses ressources, tant en termes de liquidités que de modalités de partenariat. Le secteur privé pourrait jouer un rôle important à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable et du développement technologique et de la formation dans de nouveaux domaines.

23. Le représentant de la Chine soutenait l'objectif visé par le projet de stratégie et sa finalité générale, qui était de développer les partenariats, y compris par le passage d'une relation axée sur les donateurs au profit d'une relation axée sur les partenariats ainsi que l'augmentation des contributions en nature, qui pourraient prendre la forme d'un partage de l'innovation, des connaissances, des technologies, des locaux de formation et des modules d'apprentissage en ligne. Il a souligné l'importance des formations en ligne, qui profitent à un plus grand nombre de statisticien(ne)s, comportent des activités de formation avancée et sont moins restrictives que les formations en présentiel. Il a demandé que davantage de ressources soient mobilisées pour l'amélioration des formations en ligne et que les coûts des modules ou supports de formation et des plateformes d'apprentissage en ligne soient partagés, notamment au moyen d'un renforcement des partenariats.

24. Le représentant de l'Inde a déclaré que la mobilisation des ressources était plus importante que jamais dans le contexte des objectifs de développement durable, car les organismes nationaux de statistique, en particulier ceux des États membres en développement, devaient être modernisés pour qu'ils puissent exploiter les données granulaires et ventilées, ainsi que les mégadonnées, afin de collecter les données nécessaires au suivi des indicateurs des objectifs de développement durable. En raison de la pandémie de COVID-19, les États membres donateurs ne disposeraient pas des ressources suffisantes pour les deux prochaines années : il était donc important que l'Institut recherche d'autres sources de financement et encourage les partenariats avec le secteur privé, qui participait activement à la mise en œuvre du Programme 2030. Il convenait de continuer à mettre l'accent sur l'élaboration et la diffusion de formations en ligne, même après la pandémie de COVID-19 et la reprise des cours en présentiel.

25. Le représentant de la Mongolie a déclaré que pour garantir un financement durable et prévisible, il était nécessaire de mobiliser des ressources ; toutefois, compte tenu de la pandémie de COVID-19 qui sévit actuellement, les États membres auraient besoin de plus de temps pour examiner correctement le projet de stratégie.

26. Le représentant du Japon a noté que d'autres organisations avaient formulé une stratégie en vue de satisfaire les exigences de la réforme du système des Nations Unies pour le développement sur la base de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 21 décembre 2016¹ et a posé une question concernant la façon dont le cadre budgétaire de l'ONU fonctionnerait compte tenu de cette stratégie de mobilisation des ressources, en particulier dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, notamment s'agissant des dépenses d'appui au programme et des taux de recouvrement des coûts.

¹ Résolution 71/243 de l'Assemblée générale.

27. Le représentant de la République de Corée est convenu que la mobilisation des ressources était nécessaire pour l'Institut, mais que le plan d'action devait être plus détaillé et qu'il fallait fournir davantage d'informations sur le manque de ressources dont il était question dans le projet de stratégie. Actuellement, il n'était pas possible pour son pays d'augmenter le niveau de sa contribution en espèces, et cela devait être pris en compte dans l'élaboration de la stratégie.

28. Le représentant de la Thaïlande a remercié les membres et les membres associés pour leurs contributions en espèces et en nature à l'Institut. Le représentant soutenait le projet de stratégie et s'est dit satisfait de l'expansion des activités de l'Institut dans le Pacifique et en Asie centrale. Le représentant a proposé d'avoir recours à des prêts non remboursables pour développer les ressources humaines de l'Institut et a déclaré que les formations de courte durée et les formations en ligne étaient des moyens efficaces de maîtriser les dépenses.

29. Le représentant de la Malaisie a déclaré que le projet de stratégie offrait une nouvelle perspective, notamment en ce qui concerne les partenariats avec le secteur privé. En raison de la pandémie de COVID-19, les méthodes de collecte de données et les sources de données non traditionnelles étaient devenues la nouvelle norme et constituaient désormais de nouvelles sources de données à des fins statistiques. Les gouvernements de la région devaient apprendre à accéder à ces sources de données non traditionnelles et à les intégrer efficacement dans les statistiques officielles. À cet égard, le représentant a demandé à l'Institut de jouer un rôle de premier plan pour favoriser le partage des compétences, des connaissances et des données ainsi que pour accroître les partenariats avec d'autres régions.

30. Le représentant de Sri Lanka a déclaré qu'il était nécessaire de se pencher sur l'harmonisation des mégadonnées et des données produites à l'aide de méthodes traditionnelles afin de limiter le risque de produire des statistiques trompeuses.

D. Programme de travail et plan financier pour 2021

(Point 5 de l'ordre du jour)

31. Le Conseil était saisi du programme de travail et du plan financier de l'Institut pour 2021.

32. Le Directeur de l'Institut a présenté les stages de formation, les ateliers et séminaires, les activités de perfectionnement et le calendrier indicatif proposés pour 2021. Le plan avait été préparé en partant de l'hypothèse que la situation en matière de COVID-19 s'améliorerait en 2021. Toutefois, si cette hypothèse se révélait inexacte et que les restrictions des déplacements restaient d'actualité, les programmes et formations en présentiel seraient annulés, reportés ou proposés en ligne, en fonction de la gravité et de la durée des restrictions des déplacements et en consultation avec les partenaires concernés.

33. Le représentant de la Chine s'est félicité de l'augmentation du nombre de formations en ligne en 2021.

E. Questions diverses

(Point 6 de l'ordre du jour)

34. Le représentant de la Mongolie a déclaré que les formations en présentiel étaient la méthode d'apprentissage la plus efficace et a demandé à l'Institut de poursuivre ses cours en présentiel une fois que les déplacements seraient

autorisés. Il a également demandé que davantage de supports de formation en ligne soit accessibles par l'intermédiaire du site Web de l'Institut.

35. Les représentants de l'Inde et de la République islamique d'Iran ont demandé à l'Institut de mettre en œuvre des activités de formation sur l'utilisation des données administratives pour la compilation de statistiques, compte tenu de la transition opérée récemment tendant à privilégier comme sources de données les données administratives aux données d'enquête.

F. Dates et lieu de la dix-septième session du Conseil d'administration
(Point 7 de l'ordre du jour)

36. Le Conseil a examiné les dates et lieux possibles pour sa dix-septième session.

37. Le Conseil a décidé que sa dix-septième session se tiendrait à Bangkok les 13 et 14 décembre 2021.

G. Adoption du rapport du Conseil d'administration sur les travaux de sa seizième session
(Point 8 de l'ordre du jour)

38. Le 1^{er} décembre 2020, le Conseil a examiné la section I du présent rapport et adopté les recommandations et décisions y figurant.

39. Il a été convenu que le Directeur de l'Institut, en sa qualité de secrétaire du Conseil d'administration, établirait le rapport complet sur les travaux de sa seizième session en vue de sa soumission à la Commission à sa soixante-dix-septième session.

III. Organisation

A. Ouverture, durée et organisation de la session

40. La seizième session du Conseil s'est tenue à Chiba (Japon), les 30 novembre et 1^{er} décembre 2020. Compte tenu de la pandémie de COVID-19, la session s'est tenue en ligne.

41. Le représentant du Japon, qui avait été vice-président de la quinzième session du Conseil, a officiellement ouvert la seizième session.

B. Participation

42. Les représentantes et représentants du Japon, pays hôte, et de six des huit membres élus du Conseil d'administration ont participé à la session, à savoir : Bangladesh ; Chine ; Inde ; Mongolie ; République de Corée et Thaïlande. Les représentantes et représentants de la Fédération de Russie et du Pakistan n'ont pas pu y assister.

43. Les représentantes et représentants des membres et des membres associés de la Commission ci-après ont participé à la session en qualité d'observateurs : Azerbaïdjan ; Brunéi Darussalam ; Iran (République islamique d') ; Kazakhstan ; Kirghizistan ; Malaisie ; Maldives ; Myanmar ; Népal ; Ouzbékistan ; Philippines ; République démocratique populaire lao ; Sri Lanka ; Timor-Leste ; Turkménistan et Viet Nam.

44. Les représentantes et représentants des bureaux du Secrétariat ci-après ont participé à la session : Division de statistique, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et Division de statistique de la CESAP.

45. Les organismes, institutions spécialisées et fonds des Nations Unies ci-après étaient représentés : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Organisation internationale du Travail.

46. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées : Banque asiatique de développement ; Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques ; Organisation de coopération et de développement économiques et Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

47. Un(e) représentant(e) du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle était également présent(e).

C. Élection du Bureau

48. Le Conseil d'administration a élu le Bureau ci-après par acclamation :

Présidente : M^{me} Hataichanok Chinauparwat (Thaïlande)

Vice-Président : M. Akira Tsumura (Japon)

D. Ordre du jour

49. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la session :
 - a) Déclarations liminaires ;
 - b) Élection du Bureau ;
 - c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Questions découlant de la quinzième session du Conseil d'administration.
3. Rapport du Directeur de l'Institut.
4. Stratégie de mobilisation des ressources de l'Institut.
5. Programme de travail et plan financier pour 2021.
6. Questions diverses.
7. Dates et lieu de la dix-septième session du Conseil d'administration.
8. Adoption du rapport du Conseil d'administration sur les travaux de sa seizième session.

Annexe I

État financier de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique pour l'année s'achevant le 31 décembre 2020 (En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Contributions	2 229 619
Intérêts créditeurs	79 116
Recettes totales	2 308 735
<i>Moins : dépenses</i>	
	(1 990 055)
Solde net (déduction faite des dépenses)	318 680
Montant disponible au 1 ^{er} janvier 2020	5 640 998
Remboursement aux donateurs/transfert de fonds	-
Montant disponible au 31 décembre 2020	5 959 678

Annexe II

**Contributions en espèces reçues par l'Institut de statistique pour
l'Asie et le Pacifique au titre du compte « appui institutionnel » pour
l'année s'achevant le 31 décembre 2020**
(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/Région</i>	<i>Pour l'année s'achevant le 31 décembre 2020</i>	<i>Pour l'année s'achevant le 31 décembre 2019</i>
Australie	8 892	34 875
Azerbaïdjan	-	-
Bangladesh	10 000	5 000
Bhoutan	-	-
Brunéi Darussalam	15 000	15 000
Cambodge	2 000	2 000
Chine	70 000	70 000
Fédération de Russie	30 000	45 000
Hong Kong (Chine)	30 000	30 000
Inde	25 000	50 000
Indonésie	-	30 000
Iran (République islamique d')	-	-
Îles Fidji	-	9 173
Japon	1 859 765	2 350 799
Kazakhstan	5 000	5 000
Kiribati	-	-
Macao (Chine)	20 000	20 000
Malaisie	20 000	20 000
Maldives	-	4 000
Mongolie	9 482	9 982
Myanmar	1 000	1 000
Pakistan	-	14 994
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-
Philippines	-	36 750
République de Corée	53 000	53 500
Samoa	1 980	-
Singapour	15 000	15 000
Sri Lanka	10 000	10 000
Thaïlande	23 000	23 000

<i>Pays/Région</i>	<i>Pour l'année s'achevant le 31 décembre 2020</i>	<i>Pour l'année s'achevant le 31 décembre 2019</i>
Timor-Leste	-	-
Tonga	-	-
Turquie	-	-
Tuvalu	-	-
Vanuatu	-	-
Viet Nam	20 500	19 500
Total	2 229 619	2 874 572
